

## Recherches sociographiques



Benoît CAZABON (dir.), *Pour un espace de recherche au Canada français. Discours, objets et méthodes*

Christiane Bernier

Volume 40, numéro 3, 1999

Action collective et enjeux institutionnels

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057314ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057314ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernier, C. (1999). Compte rendu de [Benoît CAZABON (dir.), *Pour un espace de recherche au Canada français. Discours, objets et méthodes*]. *Recherches sociographiques*, 40(3), 598–602. <https://doi.org/10.7202/057314ar>

ontarien et canadien. Peut-être y a-t-il en Ontario des *colleges* ou des universités plus attrayants et accessibles pour certains groupes d'étudiants ?

Enfin, les auteurs font allusion en page 26 au fait qu'en Ontario – comme d'ailleurs partout au Canada, auraient-ils pu écrire – une approche « interlinguistique, ou comparative » de la compétence linguistique « devient aussitôt une question politique ». La dégradation de la langue des francophones est spontanément attribuée par plusieurs à leur statut de minoritaires et au contexte lourdement anglophone de leur vie quotidienne. Dès lors, l'hypothèse d'une mass-médiatisation désastreuse, autant pour la langue écrite des anglophones que pour celle des francophones, pourrait (trop ?) opportunément affaiblir le poids politique du sens commun dans les débats à propos de la protection et de la promotion de la langue française au Québec et au Canada.

François DEMERS

*Département d'information et de communication,  
Université Laval.*

---

Benoît CAZABON (dir.), *Pour un espace de recherche au Canada français. Discours, objets et méthodes*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1996, 283 p.

Collection de treize textes, provenant de travaux proposés lors des congrès de 1993 et 1994 de l'ACFAS (Association canadienne-française pour l'avancement des sciences), le recueil *Pour un espace de recherche au Canada français* se présente, de prime abord, comme une toile d'araignée dont l'objectif – l'analyse de la francophonie canadienne minoritaire – sert de fil conducteur. Ces textes, dont près de la moitié portent sur un contenu franco-ontarien, abordent des sujets très divers.

Benoît Cazabon ouvre la publication en s'interrogeant sur les aléas d'être chercheur en milieu minoritaire. Bien qu'une certaine confusion soit entretenue (peut-être à dessein ?) entre faire de la recherche *en* milieu minoritaire ou faire de la recherche *sur* les minoritaires, plusieurs questions de fond sont soulevées. Après avoir fait état de diverses théories dans le cadre desquelles cet objet pourrait être analysé, il affirme que la meilleure est l'appréhension du vécu des sujets à travers leurs « pratiques de soi » et non, comme cela fut largement fait jusqu'à présent, à partir d'une définition *a priori*, essentialiste, de ce qu'est un minoritaire. À quoi sert la recherche en milieu minoritaire, s'interroge-t-il, dans un deuxième temps, puisque l'on se bute à une « absence d'écho », puisque l'on n'en voit jamais les effets dans les décisions publiques ultérieures ? Que faut-il faire ou à quel prix l'objet « minoritaire » peut-il devenir un objet de recherche légitime, inscrit dans les discours globaux de la recherche et, donc, retenu ? Trois éléments sont essentiels, selon lui : 1) développer un appareil critique préservant contre les travaux assimilants ; 2) vivre dans une collectivité qui, par sa foi en elle-même, se fasse

l'écho de ce qui est produit ; et 3) recevoir un minimum de soutien institutionnel permettant l'utilisation convenable des énergies et des capacités.

Marcel MARTEL, par la suite, étudie comment s'est opérée, au début des années 1960, la rupture de l'entité « Canada français » comme référent identitaire et comme espace institutionnel, à travers la lecture des discours des leaders. Il soutient la thèse, contrairement à ce qui est généralement admis, que les États généraux de 1966, 1967 et 1969 ne sont pas le lieu où cette rupture advient, mais qu'elle est l'aboutissement d'un processus de détérioration largement entamé depuis une décennie. Et il donne trois clés d'interprétation : 1) la montée de l'idéologie néo-nationaliste au Québec, avec ses nouveaux paramètres de définition de la nation (délimitation d'un territoire spécifique et contrôle d'un État-Nation – à l'instar de la nation canadienne-anglaise) ; 2) les divergences non seulement entre francophones et anglophones mais aussi entre francophones de l'Ordre de Jacques-Cartier (d'Ottawa et de Montréal) sur la formule de 1961 de rapatriement de la Constitution canadienne (formule Fulton) ; et 3) la dissolution de l'Ordre de Jacques-Cartier, à la suite de ces divergences.

De son côté, à partir d'une démarche empruntant aux théories de la structuration et de l'analyse de l'espace social en géographie, Anne GILBERT développe un cadre théorique et méthodologique pour appréhender la contradiction suivante, liée aux milieux minoritaires : malgré l'assimilation ethnolinguistique continue (ici, des francophones), l'on se retrouve face à une consolidation des espaces minoritaires au Canada. Les milieux à l'étude sont constitués de ce qu'il est convenu d'appeler la « ceinture bilingue », en Ontario et au Québec. L'article ne fait malheureusement état que de la première étape de l'analyse, c'est-à-dire qu'il expose les données sur les changements démographiques qui ont affecté la population francophone de l'Ontario entre 1961 et 1986.

Frank MCMAHON, quant à lui, présente l'essentiel du programme de formation des enseignants dispensé par la Faculté Saint-Jean, en Alberta, en insistant sur l'importance qui y est accordée à la conscientisation des futurs enseignants au fait français minoritaire. L'objectif fondamental du programme est, selon lui, de faire en sorte que le futur enseignant devienne, auprès de la jeunesse, un « agent d'enculturation à la francophonie ».

L'importance de l'étude des réseaux associatifs est abordée par Greg ALLAIN qui voit dans leur expansion l'indice d'un accroissement de la capacité organisationnelle de la société acadienne. Il est temps d'observer et d'interpréter les pratiques sociales à un autre niveau que celui de la question nationale acadienne, dira-t-il. S'ensuit une étude de quatre cas d'associations-réseaux francophones acadiens, dans différents secteurs, qui l'amène à cerner les défis que posent ces nouvelles constructions associatives – et qui se posent à elles – dans la gestion de l'espace identitaire et culturel créé par elles.

Robert A. STEBBINS, par ailleurs, propose le concept de « style de vie linguistique » pour décrire l'« enclave culturelle » dans laquelle s'inscrit le vécu des Franco-Calgariens : anglais au bureau, français dans la famille et les loisirs. *Revamping*, pourrait-on dire, du concept d'*habitus* de BOURDIEU – sans qu'il soit

expressément cité cependant – l'auteur s'attarde à justifier, théoriquement, son utilisation du schème conceptuel de « style de vie », à partir du discours ethnographique. Par la suite, il nous présente une analyse des Franco-Calgariens, construite à l'aide de ce cadre théorique, ce qui permet de constater que les « styles de vie » ont des lieux (librairie, écoles, église et locaux francophones), une langue (le français) mais surtout des relations (parents, amis). Et que les Franco-Calgariens forment davantage une *communauté symbolique*, au sens d'un groupe ayant conscience de sa culture et s'y identifiant, qu'une communauté géographiquement repérable.

« Mes amies sont bilingues, comme moi », rapporte Yvonne HÉBERT, présentant les résultats d'une recherche sur l'amitié réalisée auprès de dix-huit élèves (treize filles et cinq garçons) de 7<sup>e</sup> année d'une école francophone urbaine de l'Ouest canadien. Aux confluent de la pensée de RICOEUR et d'ERIKSON, l'auteure présente l'amitié comme une donnée nécessaire à la formation identitaire chez l'adolescent, tout comme l'identification au genre ou l'attachement à certaines formes culturelles. Les résultats de l'enquête démontrent que la représentation de l'amitié a tendance à prendre, chez les filles, une forme concentrique autour du Moi, révélant des rapports de coopération et d'égalité, alors que, chez les garçons, cette représentation serait plutôt de type hiérarchique, comparable en cela aux rapports de force typiques des relations sociales dominants-dominés. Ils font voir aussi que, chez les filles, le fait d'être orientées ou non vers la culture populaire de langue anglaise a une certaine influence mais n'est pas, en définitive, le plus fort déterminant de l'amitié ; ce qui n'est pas le cas chez les garçons. L'auteure propose le concept d'« identité bilingue » pour exprimer ce phénomène vécu par les jeunes préadolescentes francophones.

C'est à travers l'analyse du discours des monographies québécoises sur la chanson que Maurice LAMOTHE entend retracer deux représentations différentes de la chanson ontarioise au Québec, selon les décennies : la première, dans les années 1970, dans laquelle la valeur de la chanson ontarioise fait l'unanimité et son « image moderne » ne fait aucun doute. À l'opposé, dans les années 1980, on ne cesse de souligner « l'anachronisme et le conservatisme du produit ». Pourquoi ce revirement ? Lamothe soutient que c'est la conséquence du fait que le monde de la production, au Québec, se serait vu dans l'obligation de *couvrir* la désaffection des leaders québécois de la chanson (notamment de ceux qui avaient joué un rôle déterminant dans la promotion de la croyance en une nation québécoise, par exemple Robert Charlebois) qui, voulant s'internationaliser et faire carrière en Europe, ont abandonné la chanson de type « chansonnier » qui s'inscrivait trop dans une révolution culturelle spécifique, au profit de la chanson « à danser », plus exportable, imposant par là de nouvelles normes esthétiques. Les « chansonniers » ontariois se sont, dès lors, vus étiquetés de façon péjorative de « folkleux » et ont été renvoyés à leur patrimoine local, d'où le silence et l'oubli dont ils auraient été victimes.

Pour Mariette THÉBERGE, les vingt dernières années ont été bénéfiques à l'émergence de l'espace artistique de l'Ontario français. Mais, souligne-t-elle aussitôt, pour qu'il continue à grandir, il est essentiel d'assurer une plus grande

diffusion à l'art franco-ontarien. Comment ? Selon l'auteure, cela ne sera possible que si chacun des lieux où ces arts peuvent s'exposer, s'apprendre ou se faire reconnaître en assumant pleinement la mission en se dotant des moyens nécessaires. Elle examine, sous cet angle : l'école de langue française, tant au primaire qu'au secondaire, la formation à l'enseignement et les médias français en Ontario, en suggérant quelques pistes pour y accroître la place des productions franco-ontariennes.

Toujours en Ontario, Diane FARMER analyse le cheminement qu'a pris le *centre culturel* au cours des vingt-cinq dernières années, à travers ses diverses actualisations régionales. Elle y voit trois étapes qui reflètent l'accession de la société franco-ontarienne à une certaine modernisation : 1) l'émergence du mouvement, entre 1950 et la fin des années 1960, qui correspond à la mise sur pied des premières associations à vocation socioculturelle et chrétienne ; 2) la création des centres culturels proprement dits allant de pair avec l'éveil d'une conscientisation à l'identité franco-ontarienne, dans les années 1970 ; et, 3) dans les années 1980, le virage postmoderniste. Ce virage s'est effectué au profit (au détriment ?) d'un changement important de perspective, transformant le principe fondamental d'une identité culturelle franco-ontarienne globale en une vision plus individualiste, répondant aux exigences nouvelles des identités éclatées et des appartenances plurielles. Cette nouvelle vision aura obligé les centres culturels à se redéfinir comme spécialistes de la culture, sinon comme prestataires de services. Ce qui a pour ultime conséquence de les placer au cœur du paradoxe des sociétés postmodernes : entre l'élaboration de stratégies visant une plus grande participation dans la communauté et les diverses pressions engendrées par l'individualisation des pratiques sociales, les centres culturels devront, selon l'auteure, développer de nouveaux modes d'interactions capables de refléter le caractère plus éclaté de l'identité franco-ontarienne sans pour autant devenir exclusivement des centres « multi-services ».

Les questions liées à l'environnement préoccupent les Ontariens depuis déjà plusieurs années. Chris SOUTHCOTT a voulu savoir si cette préoccupation est ressentie de la même manière par les anglophones et les francophones du Nord de l'Ontario qui, plus que tous les autres résidents ontariens, vivent au plein cœur d'un environnement naturel et, notamment, des forêts. Choissant la région Nord-Aski, il a effectué deux études, l'une qualitative (n = 109), l'autre quantitative (n = 178), sur la perception de l'environnement selon la langue. Les résultats combinés de ces deux études révèlent que les francophones sont moins sensibles aux problèmes environnementaux que les anglophones. L'explication la plus plausible de cet état de fait, selon l'auteur, serait liée au rapport de production que les uns et les autres ont développé face à l'environnement, en général, et aux forêts, en particulier. En effet, la vaste majorité des anglophones sont arrivés dans le Nord en tant que salariés, alors que les francophones ont participé au mouvement de colonisation du début du siècle. Comme, selon l'auteur, les relations de production agricole sont caractérisées, au moins en partie, par une tradition d'actionnaires, cela aurait amené les francophones à développer une certaine *culture de propriétaire*, liée à la tradition agro-forestière. Cette culture serait à la base de leur moins grande sensibilité à l'égard de l'environnement.

L'humour est souvent une façon dont une société se représente à elle-même ses contradictions, sa condition, ses espoirs. En analysant la transformation dans les thèmes abordés et les situations représentées par les caricatures de Cayouche (Bérard) entre 1982 et 1992, Raymond MORRIS présente la société franco-manitobaine comme gagnant en estime de soi et comme lieu où les relations des francophones au groupe majoritaire se développent de façon plus égalitaire, c'est-à-dire de manière à établir des rapports empreints de plus « de pouvoir ». Par contre, les images qui y sont projetées de l'avenir ne semblent pas aussi optimistes ; on y voit, en effet, selon Morris, peu d'espoir dans la politique gouvernementale ou dans les organismes francophones, qui ne « produisent que des petits chefs ». Le caricaturiste ne semble voir l'avenir que dans la reproduction des valeurs traditionalistes francophones, en s'estimant heureux si on arrive à combattre l'assimilation. L'auteur ne nous dit pas, cependant, si cette vision est partagée par la communauté franco-manitobaine.

Finalement, Diane GÉRIN-LAJOIE fait état d'un projet de renouveau francophone dans une école secondaire du Sud-Ouest de l'Ontario, montrant par là le rôle politique de préservation de la langue et de la culture françaises qu'est appelée à jouer l'école, en milieu minoritaire, en plus de sa mission de transmission de connaissances formelles. Après un rapide survol de l'histoire du projet et de son développement, l'auteure s'attarde à présenter les éléments qui en ont assuré le succès et qui permettent de croire à la réalisation d'un changement durable, non seulement en ce qui a trait à l'école elle-même, mais aussi dans les trois écoles élémentaires et dans la communauté francophone de la région.

Le travail sur les objets, les questions et les contextes spécifiques au milieu minoritaire ne cesse de se poursuivre, construisant et reconstruisant sans cesse le discours de sa nécessité. Bien que, et malgré ce qu'en laisse espérer le titre, peu de textes portent réellement sur les questions épistémologiques liées aux méthodes d'appréhension de l'espace minoritaire en tant que tel, l'ensemble des articles présentés ici permet d'accroître nos connaissances à ce sujet en en élargissant sensiblement les lieux de réflexion.

Christiane BERNIER

*Département de sociologie,  
Université Laurentienne.*

---

Paul DE LA RIVA, *Mine de rien. Les Canadiens français et le travail minier à Sudbury, 1886-1930*, Sudbury, Prise de parole et Institut franco-ontarien, 1998, 239 p. (Ancrages.)

Le livre de Paul de la Riva a une intention bien nette : montrer que les francophones qui ont immigré dans le Nord de l'Ontario n'ont pas tous travaillé dans les secteurs agricole ou forestier, qu'ils ne sont pas tous des défricheurs. Bon